



ATTAC ALES CEVENNES

en partenariat avec

les collectifs gaz de schiste (Anduze, ACG, AJC Les Mages, Garrigue Vaunage, Gardonnenque Petite Camargue, Montpellier Littoral, Sermentin),

**les Faucheurs Volontaires,
la Confédération Paysanne,**

Nature et Progrès, la CGT, la FSU, Solidaires

vous invitent à une

SOIREE DEBAT

Mercredi 27 novembre 2013

20h – Salle du Capitole

Alès

LE PARTENARIAT TRANSATLANTIQUE (PTCI/TAFTA)

Une menace pour la démocratie et les peuples

avec Frédéric VIALE, Attac France

Si on laisse faire ce vaste marché entre les Etats-Unis et l'Union Européenne, on aura de lourdes conséquences sur nos systèmes démocratiques dans de nombreux domaines : finances, services publics, normes sociales, sanitaires et environnementales

contact : ales-cevennes@attac.org
tél : 06 80 68 30 13/06 70 21 22 45



Un accord commercial bilatéral entre l'union européenne et les Etats-Unis, le **Partenariat Transatlantique de Commerce et d'investissement PTCI/TAFTA**, est en cours de négociation depuis juillet 2013, dans l'opacité la plus complète. Il pourrait avoir des conséquences considérables tant par les mécanismes qu'il met en oeuvre que par l'ampleur des secteurs touchés

Diminution des droits de douanes qui protègent certains secteurs vis-à-vis d'une agriculture états-unienne plus industrielle, plus « compétitive » grâce à des normes sociales et environnementales au rabais.

Attaques sur les normes sanitaires et écologiques pour pousser l'Union européenne à en finir avec ses mesures « protectionnistes » et à s'aligner sur les standards américains : bœuf aux hormones, élargissement de la liste des variétés d'OGM, sous la pression de la très puissante multinationale américaine Monsanto, remise en cause de normes écologiques (notamment sur l'exploitation des sables bitumineux ou l'exploitation des gaz de schiste) ainsi que de la réglementation européenne REACH sur les produits chimiques, jugées trop contraignantes,

Révision à la baisse des normes de régulation financière et bancaire pour une nouvelle libéralisation des services financiers.

Marchandisation de nouveaux pans de l'économie - notamment dans les secteurs des services : distribution d'eau et d'électricité, éducation, santé, recherche, transports, aide aux personnes... et véritables menaces contre les libertés sur internet,

Attaque sans précédent contre la démocratie : les transnationales à la manœuvre, le contrôle citoyen à la trappe. Une véritable « police de l'investissement » obligerait les États à se conformer à leurs règles pour éliminer tout obstacle à leurs profits présents mais aussi futurs. au nom du principe sacré du droit des investisseurs !

En France, après des mobilisations populaires très fortes, la fracturation hydraulique est pour l'instant interdite. Que se passera-t-il si les géants de l'énergie européens ou américains utilisent le PTCI pour poursuivre le gouvernement français?

Ce serait une nouvelle étape décisive dans l'histoire de la dérégulation. En effet, les accords bilatéraux se négocient aussi entre économies de puissance comparable : l'avantage consiste alors pour les négociateurs, à l'abri du regard du public, à aller beaucoup plus loin qu'à l'OMC dans l'instauration du libre-échange au plus grand bénéfice des transnationales